



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

## Trente-cinquième session

**Montego Bay (Jamaïque), 5-8 mars 2018**

**Suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition  
(CIN2) et mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies  
pour la nutrition**

### Résumé

- En avril 2016, suite à l'adoption de la Déclaration de Rome sur la nutrition lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la décennie 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (Décennie pour la nutrition), afin de mettre en place un environnement politique favorable qui permette de concrétiser les engagements nationaux.
- Un colloque régional sur les systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine ainsi que 12 consultations nationales ont été organisés en 2017 au titre de cette initiative, dans l'objectif de déterminer les mesures qui permettraient de promouvoir des systèmes alimentaires durables au service d'une meilleure nutrition. Le colloque, organisé par la FAO et l'Organisation panaméricaine de la santé de l'Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), s'est tenu en septembre 2017 en El Salvador, pays qui assurait la présidence par intérim de la Communauté des États d'Amérique et des Caraïbes.
- La FAO a également continué d'apporter son aide aux pays de la région concernant la mise en œuvre des mesures recommandées dans le Cadre d'action de la CIN2.
- La Décennie pour la nutrition offre l'occasion d'accélérer la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes régionaux et nationaux de grande envergure, propres à faciliter la réalisation des objectifs relatifs à la malnutrition définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



LARC35

## I. Contexte du colloque régional sur les systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine

1. En avril 2016, par sa résolution 70/259<sup>1</sup>, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la Déclaration de Rome et le Cadre d'action qui l'accompagne, et proclamé la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Dans sa résolution, elle demandait à la FAO et à l'OMS de diriger conjointement la célébration de la Décennie pour la nutrition, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
2. La Décennie pour la nutrition consiste à offrir un cadre cohérent, bien défini et assorti de délais permettant de mettre en œuvre, dans le cadre des structures existantes et dans la limite des ressources disponibles, les engagements de vaste portée pris au titre de la CIN2 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
3. En décembre 2016, la FAO et l'OMS ont organisé conjointement, à Rome, le Colloque international pour des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition, qui a permis d'étudier les politiques et les programmes qui pourraient favoriser la transformation des systèmes alimentaires actuels afin que ceux-ci puissent contribuer à éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (dénutrition, carence en micronutriments, surcharge pondérale et obésité). Compte tenu de la réussite de cette initiative, les régions ont été appelées à organiser des colloques régionaux permettant d'engager un débat et une réflexion sur les défis à relever et les possibilités à saisir dans les contextes locaux.
4. Le Colloque régional sur les systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine s'est tenu à San Salvador (El Salvador), du 5 au 7 septembre 2017<sup>2</sup>. À cette manifestation ont participé 190 représentants des gouvernements, de la société civile, des producteurs, du secteur privé, des universités, des organismes des Nations Unies et autres, ce qui a permis de mener une réflexion sur les défis et les possibilités liés à la mise en place de systèmes alimentaires permettant d'assurer, à tous, le droit à une alimentation adéquate et saine dans la région Amérique latine et Caraïbes. Par ailleurs, le colloque a offert un espace multisectoriel d'échange de solutions concrètes, de données d'expérience et d'enseignements pour des systèmes durables, équitables et inclusifs de nouvelle conception dans la région.
5. Le colloque régional était axé sur l'examen de solutions en matière de politiques publiques et d'initiatives visant à relever les défis que poseront la faim et la malnutrition sous toutes ses formes dans les décennies à venir, et à saisir les possibilités qui se présenteront. Il s'est articulé autour de trois grands thèmes: a) politiques et initiatives permettant d'assurer la disponibilité d'aliments sains et variés; b) politiques et initiatives visant à faciliter l'accès à des aliments sains et variés ainsi que leur utilisation; et c) politiques et initiatives propres à promouvoir une meilleure gouvernance intersectorielle pour des systèmes alimentaires qui soient durables, équitables et inclusifs.
6. Afin d'approfondir le débat et la réflexion collective, le colloque a été précédé par un appel à la communication de nouvelles initiatives menées avec succès dans la région, ainsi que par la création d'un comité consultatif technique externe et la tenue de 12 consultations nationales sur les systèmes alimentaires durables. Les consultations nationales ont été coordonnées par la FAO, l'OPS/OMS et les institutions nationales concernées. Elles ont été menées au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en El Salvador, en Équateur, au Guatemala, en Jamaïque, au Mexique, au Panama, en Paraguay et au Pérou. Une session virtuelle a également été organisée à l'intention de quelque 80 acteurs clés des Caraïbes, ainsi qu'une consultation spécifique intéressant une représentation régionale d'organisations

---

<sup>1</sup> A/RES/70/259,

[https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/70/259&referer=/english/&Lang=F](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/259&referer=/english/&Lang=F).

<sup>2</sup> Pour en savoir plus sur le Colloque régional sur les systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine, voir <http://www.fao.org/americas/eventos/ver/es/c/897040>.

de consommateurs. Globalement, ces consultations ont fait intervenir 700 personnes environ, représentant les pouvoirs publics à divers niveaux et la société dans son ensemble.

7. Par ailleurs, un appel visant à recueillir des éléments d'innovation concrets a été lancé dans le but de fournir au colloque des données concrètes utiles sur les innovations relatives aux divers aspects d'un système alimentaire, propres à en favoriser la durabilité. Près de 90 communications de données d'expérience nationales sont parvenues. Le Comité consultatif technique a été chargé de sélectionner les 27 communications qui ont été présentées lors du colloque.

## **II. Conclusions du Colloque régional sur les systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine et suite à donner**

8. Les séances de travail et les communications présentées dans le cadre du colloque ont permis de tirer une série de conclusions en faveur de la transition vers des systèmes plus durables, inclusifs et efficaces, tenant compte de la nutrition. En particulier, les participants sont convenus qu'il était important de mettre en place des mesures fiscales, ou d'en assurer la mise en application, qui permettent de réglementer le système alimentaire et d'influer sur la production, l'offre, la demande et la consommation de produits transformés ou ultra-transformés.

9. Ils ont également fait valoir un autre domaine d'action fondamental, à savoir la nécessité de pouvoir compter sur des lois et des règlements qui assurent la protection des citoyens, en particulier celle des enfants et des adolescents, dans la mesure où de telles règles permettent d'informer les populations sur certains aspects spécifiques, notamment les effets nocifs de la consommation d'aliments à teneur élevée en sucre, en sel et en matières grasses, tout en contribuant à réglementer la publicité de ces produits.

10. Les participants ont aussi insisté sur la nécessité d'inscrire le thème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au centre des politiques, selon une approche axée sur les droits et en tenant compte des divers aspects liés à la nutrition. Ils ont également souligné qu'il était important de susciter la volonté politique de trouver des solutions à ces problèmes en allouant les fonds nécessaires et en renforçant la coordination entre les institutions et sur le plan des ressources humaines.

11. Des progrès notables dans la mise en place de mécanismes de coordination multisectorielle ont été constatés. Par ailleurs, les éléments à améliorer afin d'assurer une gouvernance efficace, participative et équitable des systèmes alimentaires et pour faire en sorte que ceux-ci soient réellement durables ont été recensés.

12. Le principe de la participation des divers secteurs concernés, des principaux acteurs et des citoyens en général, a été reconnu. À cet égard, il fallait veiller à ce que les mécanismes décisionnels permettent la participation de tous les secteurs qui ont une incidence sur les systèmes alimentaires et qui en sont affectés, en particulier de ceux qui risquent le plus d'être exclus des processus de prise de décision, comme les peuples autochtones et les femmes rurales.

13. S'agissant de la suite à donner au colloque, la FAO, en accord avec l'OPS/OMS, œuvrera afin d'aider les pays qui le souhaitent à prendre une part active à la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition.

14. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), qui a participé au colloque, a décidé, conjointement avec la FAO, de promouvoir une nouvelle initiative, une Alliance visant à favoriser la transformation des systèmes alimentaires pour mieux lutter contre la surcharge pondérale et l'obésité dans la région. Les participants au colloque ayant une expérience en la matière ainsi que d'autres spécialistes de la région seront invités à se joindre à l'Alliance. Les domaines d'action prioritaires sont en voie de définition.

### **III. Autres activités à mener dans le cadre de la suite donnée à la CIN2 et au titre de la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition**

15. Les pays de la région s'attachent à définir un vaste programme d'initiatives en matière de politiques publiques liées aux recommandations de la CIN2. La FAO, pour sa part, apporte son soutien à un certain nombre d'entre elles, en particulier aux mesures visant à créer un environnement propice à une action efficace, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, à promouvoir l'éducation et l'information en matière de nutrition et à améliorer la protection sociale en appuyant des programmes d'alimentation scolaire, ainsi qu'aux mesures déjà indiquées portant sur les systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine.

16. Il faut signaler en particulier l'action menée à l'appui de la mise en œuvre de la Loi du Chili portant sur l'alimentation saine, notamment la mise en œuvre du processus visant à en faciliter la diffusion dans d'autres pays de la région partageant des intérêts communs, la promotion de programmes d'alimentation scolaire dans 13 pays de la région, en collaboration avec le Brésil et le Mexique, ou encore l'assistance technique pour l'élaboration de nouvelles directives relatives à l'alimentation en Équateur, au Guyana, au Pérou et en Uruguay. On doit également souligner le soutien qui est apporté à la Communauté des États d'Amérique et des Caraïbes afin que ses pays membres bénéficient d'une formation concernant les politiques et les programmes liés au troisième pilier, relatif au bien-être nutritionnel, de son Plan pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim d'ici à 2025.